

# Situation en Europe

## Le continent européen traverse une zone de turbulences

Formation CADTM, Amsterdam, novembre 2016,  
actualisé le 14 décembre 2016.

### Préambule

D'emblée, notons avec enthousiasme l'arrivée sur le continent européen de nouveaux membres du réseau CADTM en Italie et au Luxembourg. Leurs adhésions ont été officiellement actées à la dernière assemblée mondiale du réseau CADTM international du 26 au 30 avril 2016 à Tunis. Par ailleurs, lors de cette Assemblée mondiale, des activistes espagnols venus en tant qu'observateurs, se sont vu autorisés à utiliser le sigle CADTM en attendant la prochaine Assemblée mondiale où ce groupe naissant pourrait solliciter son adhésion formelle.<sup>1</sup> Le CADTM Italie envisage sa constitution en association en janvier prochain. A propos de son lancement, on peut lire l'article de Chiara Filoni, c'est un grand pas en avant, en Europe, pour le réseau.<sup>2</sup>

### La crise persiste

En Europe, nous ne sommes toujours pas encore sortis de la crise dévastatrice qui sévit depuis 2008, cela nous amène donc à plus de huit années successives de crise et d'ajustement structurel qui ont profondément bouleversé le paysage social et politique sur le continent. Effet de la crise, le chômage de masse dans certains pays (Grèce, Espagne, Italie, Croatie, Chypre...) ne se résorbe que trop légèrement, la précarisation de larges couches sociales persiste, la pauvreté reste structurelle. L'administration européenne se retrouve prise à son propre piège : De plus en plus de dirigeants ne cessent de demander plus de souplesse dans les règles budgétaires, des règles aux objectifs toujours reportés car irréalisables, démontrant ainsi l'inconsistance des instances dirigeantes de l'Union européenne (UE). Cette rigidité austéritaire incarnée par l'UE est de plus en plus rejetée par les populations qui cherchent à s'en affranchir. La croissance est en berne et de nouvelles crises de la dette sont à prévoir dès que les taux remonteront. En attendant, l'actuelle politique des taux bas, qui conforte la croyance d'une illusoire soutenabilité de la dette, vient d'enregistrer un nouveau record, celui de l'Allemagne qui ne s'est jamais financée aussi peu cher. « L'obligation d'État à deux ans vient d'enfoncer un nouveau plancher historique à -0,514 %. Concrètement, cela veut dire que les investisseurs sont prêts à payer pour prêter de l'argent à l'Allemagne. Ce record souligne l'aversion au risque toujours plus grande que nourrissent les investisseurs. JPMorgan estime l'encours des dettes en territoire négatifs à 5 500 milliards de dollars, soit un quart de la dette mondiale. »<sup>3</sup>

Certes, la – faible – croissance et des pseudo « sorties de crise » sont misent en avant pour vanter

- 
- 1 CADTM International, « L'Assemblée mondiale du CADTM à la croisée des mobilisations pour l'abolition des dettes illégitimes », 10 juin 2016. <http://www.cadtm.org/L-Assemblee-mondiale-du-CADTM-a-la>
  - 2 Lire en français: <http://www.cadtm.org/Le-CADTM-Italie-est-ne>, en castillan : <http://www.cadtm.org/Nace-el-CADTM-Italia>, en anglais : <http://www.cadtm.org/The-CADTM-Italy-is-born> ou en italien : <http://it.cadtm.org/2016/10/17/e-nato-il-cadtm-italia/>
  - 3 Voir : <http://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/021680850297-bourse-ces-deux-nouveaux-records-dont-on-se-passerait-bien-1198583.php>

l'action de la Troïka et les bienfaits de l'austérité, mais c'est aller bien rapidement dans l'analyse. Il faut prendre en compte par exemple certains facteurs qui n'ont rien à voir avec les programmes d'austérité comme l'explosion du tourisme par exemple en Grèce, en Espagne, ou en Islande suite à l'instabilité et les attentats en Égypte ou en Tunisie.

Par ailleurs, on ne parle que trop peu des dettes privées hypothécaires de foyers surendettés ou celles d'étudiants qui s'endettent avant même leur hypothétique premier emploi. Celles-ci sont tout à fait préoccupantes.

## **Crises bancaires en perspective**

Contrairement au discours dominant, nous assistons à une crise des dettes privées car les grandes banques européennes sont extrêmement touchées et non des dettes dites « souveraines ». De grandes banques en Allemagne (*Deutsche Bank*), en Italie (*Monte dei Paschi*, *UniCredit*), Autriche (*Hypo Group Alpe Adria*) ou Portugal (*Novo Banco*), etc sont dans une très mauvaise situation et s'en sortent grâce à l'intervention de la BCE qui rachète leurs titres (prévu jusqu'en mars 2017) quand elles ne sont pas tout simplement renflouées.

Pour rappel, au Royaume-Uni, l'État a dû prendre 80 % de *Royal Bank of Scotland*, 30 % de *Llyods* ; en Irlande, le gouvernement décide le 30 septembre 2008 de garantir l'intégralité des dettes bancaires du pays, soit 235 % de son PIB (440 milliards d'euros) ; au Portugal, *Novo Banco*, qui a hérité des actifs jugés sains de Banco Espírito Santo (BES) après sa faillite sur fond d'irrégularités comptables, a été renflouée en août 2014 à hauteur de 4,9 milliards d'euros, dont 3,9 milliards apportés par l'État et un milliard par les banques.<sup>4</sup>

## **Nouvelle crise bancaire en Italie ?**

La dette publique atteint les 133 % du PIB. La banque italienne UniCredit prévoit de supprimer 14 000 postes d'ici à 2019, soit 11 % de son effectif. L'Italie, son marché domestique, paiera un lourd tribut : UniCredit y prévoit 3 900 destructions d'emploi et la fermeture de 800 agences, plus du quart de ses guichets. Au mois d'octobre, le néerlandais ING a indiqué qu'il fermerait une agence sur deux en Belgique dans les cinq ans et qu'il y supprimerait le tiers de ses emplois.<sup>5</sup> La banque toscane Monte dei Paschi di Siena, la banque la plus ancienne du monde fait face à l'effondrement de son cours en Bourse.

## **Crise migratoire**

De multiples tensions persistent et de nombreux pays européens sont impliqués dans des guerres sans fin en son sein (Ukraine) ou en dehors de ses frontières et poussent des milliers de personnes à l'exil. Dans un contexte de crise migratoire aiguë, le campement de Calais a été évacué suivant un mode opératoire désastreux en particulier pour les enfants « trié au faciès », la construction de murs se poursuit aux frontières, le droit à l'asile est toujours plus bafoué et les corps de noyés s'amoncellent au fond de la Méditerranée, transformée en véritable fosse commune. A deux mois de la fin de l'année 2016, l'ONU a annoncé, mercredi 26 octobre, le chiffre record de 3 800 migrants morts en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe depuis le mois de janvier, plus que pour toute l'année précédente (durant laquelle l'organisation a comptabilisé 3 770 personnes ayant péri en mer). C'est « *le bilan le plus élevé jamais enregistré* », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, William Spindler. Nous parlons bien de douze

---

4 Voir : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/la-vente-de-la-banque-portugaise-novo-banco-interesse-cinq-candidats-1055991.html>

5 Voir : <http://www.agefi.fr/banque-assurance/actualites/video/20161214/banques-entrent-dans-l-ere-restructurations-206478>

personnes en moyenne qui meurent chaque jour devant notre porte en tentant de rejoindre le continent européen, soit plus encore que les lointains massacres de Gaza ou les tueries en Syrie.<sup>6</sup>

### **État d'urgence et instauration d'un ordre totalitaire**

On assiste aussi à une criminalisation des mouvements sociaux. La mise en place d'un État d'urgence qui s'éternise en France et celui instauré après la tentative de coup d'État du 15 juillet en Turquie légalisent les mesures anti-démocratiques. En Turquie, l'État d'urgence permet au gouvernement de diriger par décrets, sans l'aval du Parlement. La durée de la garde à vue a été portée à trente jours, dont cinq jours au secret, sans accès à un avocat. L'État d'urgence a déjà permis, l'arrestation de 32 000 personnes et la mise à pied de 93 000 fonctionnaires et a été prolongé de trois mois à partir du 19 octobre dernier.<sup>7</sup>

### **Effondrement du consentement mais pour quelle rupture ?**

De nombreux partis se réclamant de la gauche de la gauche sont arrivés au gouvernement sans pour autant prendre le pouvoir. L'expérience grecque, actuellement soumise au troisième *memorandum*, montre qu'il ne peut y avoir de mise en pratique programmatique salvatrice sans véritable insoumission aux institutions (CE, BCE, FMI, OCDE...). L'onde de choc négative envoyée par la capitulation de Syriza dans toute l'Europe conforte le TINA (« *There Is No Alternative* ») hégémonique ; la fausse idée d'absence d'alternative, qu'il faut sans cesse combattre, consolide la pensée unique. La social-démocratie spécialiste en trahison, elle-même source de déceptions et d'inertie, quand elle n'est pas amenée à fléchir, poussée à des concessions pour des raisons conjoncturelles, reste soumise aux forces du capital. La social-démocratie est utile et nécessaire au système parlementaire pour maquiller la réalité d'un parti unique qui joue une fausse alternance (l'exemple français est flagrant) pour que rien ne change. Mais cette figure du parti unique déguisé en multi-partis (l'extrême centre de droite et l'extrême centre de gauche libérale) est remise en question.<sup>8</sup> Les grands partis traditionnels sont en crise, ébranlés par la montée de sentiments « anti-establishment », « contre les élites », « pour ceux d'en bas contre ceux d'en haut ». On assiste à l'ascension de forces de rupture, provenant soit de partis d'extrême droite qui récupèrent bon nombre de laissés-pour-compte de la globalisation économique (en Autriche, pays nordiques, Allemagne, France), soit des partis dits « populistes anti-système » (Italie, Espagne, Islande).

Les partis d'extrême droite ont immédiatement salué la victoire de Trump aux États-Unis, à l'image de Marine Le Pen qui pourrait arriver au second tour de la présidentielle de 2017 en France, de Jörg Meuthen, président du Parti populiste Alternative pour l'Allemagne (AfD) ou du parti d'extrême-droite néerlandais, Parti pour la liberté (PVV), dirigé par Geert Wilders, qui participera aux élections législatives prévues en 2017. Certains séismes électoraux sont le reflet de ce basculement et se succèdent déjouant de plus en plus souvent les pronostiques des instituts de sondage. Le *Brexit* anglais contre un système que l'UE représente a outrance ou la récente défaite de la chancelière allemande Angela Merkel dans son Land de Mecklembourg-Poméranie sont autant de signes annonciateurs de changement... par forcément pour le meilleur, entendons-nous.

### **Autriche : fin du bipartisme, début de l'extrême droite**

---

6 « [3 800 migrants sont morts en Méditerranée en 2016, un chiffre record selon l'ONU](#) », *Le Monde.fr* avec AFP, 26 octobre 2016.

7 Marie Jégo, « [La Turquie veut faire durer l'état d'urgence](#) », *Le Monde*, 04 octobre 2016.

8 Voir le débat avec Alain Badiou et Stathis Kouvelakis : <https://www.youtube.com/watch?v=9C1ijlS5hyo>

Il faut aussi mentionner la montée de l'extrême droite en Autriche qui, suite au second tour du 22 mai, a réussi à faire valoir des irrégularités de procédure et annuler le scrutin où seules 31 000 voix sur 6 millions d'inscrits séparaient les deux candidats. Norbert Hofer, candidat du parti d'extrême droite (FPÖ, Parti autrichien de la liberté) qui s'est retrouvé de nouveau en campagne, en même temps qu'il assurait le gouvernement par intérim (!), est arrivé bien placé au 3ème tour de l'élection présidentielle autrichienne du 4 décembre dernier. Si l'écologiste Alexander Van der Bellen a été élu président de la République d'Autriche avec 53,8 % des suffrages exprimés, son adversaire et vice-président du parlement Norbert Hofer, remporte 46,2 % des suffrages, plus de 2 millions de votes sur quelques 6,4 millions d'électeurs appelés aux urnes<sup>9</sup>. Pour la première fois, la présidence de l'Autriche revient à un candidat non issu des deux grands partis traditionnels, social-démocrate (SPÖ) et conservateur (ÖVP), tous deux évincés dès le premier tour de la présidentielle, le 24 avril 2016.

### **Nouvelle situation au Portugal**

Un autre versant du rejet "anti-establishment" et "contre les élites" penche du côté progressiste. Au Portugal, si la coalition de droite sortante est arrivée en tête des élections législatives du 4 octobre 2015 (39 %, 107 députés sur 230), elle n'obtient pas de majorité absolue, perdant 700 000 voix par rapport à 2011. Les forces de gauche, ont obtenu la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale : le PS venait en deuxième position, avec 32,4 % (86 députés, + 12), ne gagnant que 200 000 voix par rapport à 2011 ; le Bloco de Esquerda (Bloc de gauche), est arrivé en troisième position avec 10,3 %, près de 550 000 voix (le double de 2011) et 19 députés (il en avait 8 en 2011) ; Le parti communiste PCP gagne un siège et dispose de 15 députés ; le parti vert, PEV, reste inchangé avec 2 sièges.<sup>10</sup> La gauche PS-BE-PCP-PEV est donc nettement majoritaire au parlement avec 120 sièges. Un accord entre ces partis a été conclu en novembre 2015, laissant le PS gouverner seul et les deux autres partis, Bloco et PCP, le soutenir au Parlement tout en refusant d'entrer au gouvernement. Cette alliance de gauche, inédite au Portugal depuis la chute de Salazar, a permis au PS d'éviter une « pasokisation » de son parti en mettant ainsi fin à près de quarante années de désunion avec le reste de la gauche portugaise dans le but affirmé de rompre avec les politiques d'austérité. Ce gouvernement avance des réformes progressistes intéressantes (quoique certaines d'entre elles ne soient pas du tout satisfaisantes, telle celle concernant les pensions, gelées depuis 2010, qui ont été récemment augmentées de seulement 10 euros) sans pour autant être relayées par les grands médias commerciaux. Cependant, la question de la dette reste cruciale et déterminante pour l'avenir.

Après avoir réglé 10,4 milliards d'euros sur les quelques 29 milliards prêtés par le Fonds monétaire international (FMI) depuis 2011 dans le cadre de son plan de sauvetage avec la Troïka, le Portugal doit toujours 18,5 milliards à l'institution de Washington. Ces prêts du FMI sont à 4,3 % de taux d'intérêt, alors que le pays emprunte à présent sur les marchés à un taux de 3,2 % à dix ans.<sup>11</sup> Le gouvernement et la IAC (*Iniciativa de Auditoria Cidadã à Divida Pública*) se refusent à parler de dette illégitime et préfèrent poursuivre une campagne pour la restructuration et négociation avec la publication d'un article dans le *Monde diplomatique*, un débat au Parlement et un accord du ministre des Finances... mais ce dernier change de discours suite à un voyage à Bruxelles, et la campagne en prend un sérieux coup. La même semaine le budget de l'État est approuvé avec une part importante consacrée au remboursement.

9 Norbert Hofer a remporté 2 124 661 voix contre 2 472 892 pour Alexander Van der Bellen. Voir les résultats : [http://www.bmi.gv.at/cms/BMI\\_wahlen/bundespraes/bpw\\_2016/Ergebnis\\_2WG\\_WH.aspx](http://www.bmi.gv.at/cms/BMI_wahlen/bundespraes/bpw_2016/Ergebnis_2WG_WH.aspx)

10 Voir : <http://www.ensemble31.org/au-portugal-situation-inedite/> et <https://www.parlamento.pt/DeputadoGP/Paginas/GruposParlamentaresI.aspx>

11 « Le Portugal reporte les remboursements anticipés de son emprunt au FMI » [http://www.romandie.com/news/Le-Portugal-reporte-les-remboursements-anticipes-de-son-emprunt-au\\_ROM/750644.rom](http://www.romandie.com/news/Le-Portugal-reporte-les-remboursements-anticipes-de-son-emprunt-au_ROM/750644.rom)

## Ukraine

Les Néerlandais ont rejeté l'accord d'association UE-Ukraine lors du referendum du 6 avril, décision teinté d'un sentiment eurosceptique. Une fois de plus, tout est fait pour passer outre la décision populaire et Mark Rutte, Premier ministre néerlandais, agit fébrilement pour ajouter une déclaration légalement contraignante à l'accord d'association, un peu comme sur le mode de ce qui s'est passé pour le CETA récemment. Comme il le dit lui-même : « Je veux éviter qu'une décision des Pays-Bas ait un impact négatif sur la stabilité de la région. » et ce qui ne rassure en rien : « Les électeurs ne doivent pas avoir l'impression d'avoir voté pour rien. »

Le pays vit sous perfusion financière. Le FMI en mission début novembre 2016 à Kiev souhaite, par exemple, que le gouvernement continue d'augmenter les prix du gaz et du chauffage pour les ménages, il souhaite aussi que le gouvernement trouve un moyen de rendre bénéficiaire d'ici à la fin 2017 sa compagnie gazière Naftogaz. Kiev doit aussi accélérer le rythme de ses privatisations et simplifier son système d'impôts. La crise économique, aggravée par le conflit dans l'Est avec les séparatistes pro-russes, qui a fait plus de 9 600 morts depuis avril 2014, a provoqué un effondrement du PIB ukrainien de 9,9 % en 2015, après une chute de 6,6 % l'année précédente.

En avril 2015, le FMI s'est engagé à prêter au total 17,5 milliards de dollars sur quatre ans, en contrepartie de mesures drastiques. Après avoir suspendu l'aide à ce pays pendant plus d'un an, pour cause de lenteur dans les réformes, le FMI a annoncé le 14 septembre qu'il avait approuvé le versement d'un milliard de dollars à l'Ukraine, portant le total des prêts à plus de 7,6 milliards de dollars.<sup>12</sup>

Les autorités ukrainiennes refusent toujours de rembourser un prêt de trois milliards de dollars à la Russie qui doit être examiné par la Haute Cour de Londres entre le 17 et le 20 janvier 2017. Pour rappel, en février 2007, cette même Cour a donné raison au fonds vautour Donegal International, filiale du groupe américain Debt Advisory International immatriculé aux îles Vierges britanniques. Donegal avait racheté 3,2 millions de dollars une créance roumaine sur la Zambie, évaluée à 30 millions de dollars, contractée en 1979 pour l'achat de tracteurs. Donegal en réclamait 55 millions de dollars à la Zambie défendu par l'avocat William Blair, frère du Premier ministre britannique. Le fonds vautour a finalement perçu 15 millions de dollars de la Zambie, soit un profit de 375 %.

## Italie

Après avoir proposé un déficit de 1,7 % du PIB, en raison du poids de la crise des réfugiés et des séismes, l'Italie tente d'imposer un budget affichant un déficit de 2,4 % du PIB l'an prochain. Le président du Conseil italien Matteo Renzi, s'était engagé à engager des dépenses pour la reconstruction des écoles dans les communes touchées par les récents séismes, quitte à devoir désobéir au pacte de stabilité. La Commission européenne, déjà très critiquée après l'absence de sanctions qu'elle était censée attribuer à l'Espagne et au Portugal en juillet, est sous pression, notamment de l'opinion publique allemande.

Le 4 décembre, le référendum sur la réforme de la Constitution italienne proposé par Matteo Renzi, qui constituait une véritable régression démocratique, est rejeté par plus de 59 % des votants. Renzi annonce aussitôt sa démission.

---

12 « Une mission du FMI est arrivée à Kiev », 03/11/2016, <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2016/11/03/97002-20161103FILWWW00203-une-mission-du-fmi-est-arrivee-a-kiev.php>  
<https://www.letemps.ch/economie/2016/09/15/fmi-debloque-laide-lukraine>

## Islande

Les affaires affaiblissent les politiciens quand elles ne les évincent pas carrément du pouvoir. Le Premier ministre islandais Sigmundur David Gunnlaugsson empêtré dans les « Panama papers », a été balayé en moins de 48 heures suite à d'énormes manifestations en avril et le président de la République Ólafur Ragnar Grímsson a dû renoncer à se présenter aux élections de juin dernier après vingt ans de pouvoir suite à des révélations d'argent dissimulé dans des paradis fiscaux. L'Islande, pays de la « révolution des casseroles », a chassé du pouvoir le parti de l'Indépendance (conservateurs alliés aux sociaux-démocrates), pour ouvrir la voie à la gauche, plus keynésienne qui a gagné en 2009. Pour les 10 % les plus riches, l'impôt est passé de 24 % du revenu disponible en 2008 à 31,8 % en 2010. Certes de nombreux banquiers responsables de la crise ont été incarcérés, mais la plupart sont sortis. La nouvelle Constitution approuvée par référendum reste bloquée par le Parlement depuis 2013. Idem pour la « modernisation des médias » qui visait à protéger la liberté d'expression et les lanceurs d'alerte, le projet reste inachevé.<sup>13</sup>

Pour rappel, les Islandais ont refusé par deux fois par référendum de rembourser la dette (3,9 milliards d'euros) des montants avancés par les États britannique et néerlandais pour indemniser leurs « citoyens lésés » par la faillite de la banque en ligne islandaise Icesave. Le peuple islandais refusait ainsi la nationalisation de dettes privées.<sup>14</sup> Ceci dit, le succès islandais tant vanté à gauche doit être nuancé. Comme nous signale le journaliste Romaric Godin, « *L'Islande n'a donc pas refusé de sauver les banques, elle a choisi ce qu'elle voulait sauver dans son secteur bancaire. (...) Pour renflouer la partie « saine » des banques et la banque centrale du pays, l'État a dû emprunter 3,2 milliards d'euros au FMI et à ses voisins scandinaves. La dette publique est passée de 28,5 % du PIB en 2007 à 96,4 % en 2015. Les dépenses publiques ont aussi été réduites en conséquence. Il y a bien eu socialisation des risques et transfert de la dette privée sur la dette publique, mais elle a été limitée et cela a permis à l'économie de rebondir plus rapidement. (...) L'autre élément clé a été la dépréciation de la couronne islandaise. La monnaie a chuté de façon vertigineuse et a conduit à une inflation qui a atteint 17 %.* »

Malgré tout, Romaric Godin précise que « *Le PIB islandais a progressé de 4 % en 2015, soit plus de deux fois plus vite que celui de l'UE et la zone euro, et deux fois plus vite qu'en 2014. Dans l'Union européenne, seule l'Irlande affiche une croissance supérieure à l'Islande. En mai, le taux de chômage était à 4,1 % (2,2 % en données corrigées des variations saisonnières), au plus bas depuis onze ans, alors que le taux d'activité est de 86,1 %. En zone euro, le chômage est à 10,1 % avec un taux d'activité de 70 %.* »<sup>15</sup> Pour comprendre ce redressement, il faut prendre en compte le secteur de la pêche qui a bénéficié de la hausse des prix et de la demande de poissons et le secteur du tourisme qui a vu le nombre de touristes qui ont visité le pays croître de 27 % en 2015.

## Grèce

Notons la pression extrême des marchés sur la Grèce. Par exemple, la Bourse d'Athènes a chuté de 7,87 % le 8 février 2016 suite à l'absence d'accord avec les créanciers sur la réforme des pensions dans le cadre du 3<sup>e</sup> *memorandum*.<sup>16</sup> On peut aussi se demander pourquoi le budget de sa défense n'a

13 Lire Philippe Descamps, « Des pirates à l'assaut de l'Islande », *Le Monde diplomatique*, octobre 2016.

14 Damien Millet, Olivier Bonfond, Jérôme Duval, « Ouf ! les Islandais ont dit massivement 'non' », 16 mars 2010. <http://www.cadtm.org/Ouf-les-Islandais-ont-dit>

15 Par Romaric Godin, « L'Islande ne donne pas des leçons qu'en football, mais aussi en économie », 01/07/2016. <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/l-islande-ne-donne-pas-des-lecons-qu-en-football-mais-aussi-en-economie-583941.html>

16 « La Bolsa de Atenas se desploma un 7,87% ante una nueva incertidumbre política », EFE – El Economista.es, 8 février 2016, <http://www.eleconomista.es/mercados-cotizaciones/noticias/7335170/02/16/La-Bolsa-de-Atenas-se-desploma-un-6-ante-una-nueva-incertidumbre-politica.html>

pas diminué jusqu'en 2015. Au sein de son parti, Tsipras a renforcé son leadership avec 92,3 % des votes au congrès de Syriza, malgré de nouvelles coupes dans les retraites après une énorme vague de privatisations. Mais sa popularité chute et le parti libéral Nouvelle Démocratie remonte. Dernièrement, alors que le comité d'audit se réunissait à Athènes<sup>17</sup>, Alexis Tsipras a remanié son gouvernement et remplacé le ministre de l'Energie, Panos Skourletis, qui s'opposait ouvertement aux privatisations prévues par le plan, par le ministre sortant de l'Économie, George Stathakis. Stergios Pitsiorlas, l'ex-dirigeant de l'Agence grecque des privatisations, rejoint le gouvernement en tant que « deputy development minister », alors que les créanciers de la Grèce pressent le pays d'accélérer les cessions au privé. Les pourfendeurs des privatisations écotent, eux, de portefeuilles moins directement liés aux réformes économiques. Alexis Tsipras a ainsi exclu du gouvernement le ministre de la mer, Theodoros Dritsas, qui avait émis des réserves [sur la privatisation du port du Pirée](#)... tout en la signant.

Le régime d'austérité que subit la Grèce a précipité le pays dans une crise sanitaire. Près d'un tiers de la population ne peut plus se soigner et le système de santé est à la dérive. Des dispensaires sociaux et solidaires se sont multipliés comme autant de résistances à cette situation. Le 1er octobre, une caravane solidaire avec le peuple grec est partie de plusieurs endroits de France. Le CADTM et d'autres collectifs comme *Collectif solidarité France-Grèce pour la santé*, sont actifs dans cette mobilisation. La caravane a rallié sa première étape grecque le 19 octobre, la grande ville de Thessalonique, visitant son dispensaire autogéré et l'usine autogérée VioMe, pour faire le plein de produits solidaires. Elle a rejoint ensuite Athènes, puis Volos.<sup>18</sup>

De nombreux pays se rendront aux urnes en 2017. Les Pays-Bas en mars, la France en avril et mai, l'Italie probablement en juin et l'Allemagne en septembre. En outre, les difficultés entourant le programme de restructuration de la dette en Grèce pourraient forcer Alexis Tsipras à organiser des élections anticipées.

*[La partie sur l'Espagne sera mise en ligne prochainement sur le site du CADTM sous forme d'article]*

---

17 Pour un retour sur les réunions de la Commission pour la vérité sur la dette grecque du 5-6-7 novembre 2016 à Athènes, voir Anouk Renaud, « Grèce : la Commission d'audit de la dette ne rend pas les armes ! », 8 novembre 2016 : <http://www.cadtm.org/Grece-le-Comite-d-audit-de-la> et « Quelques vérités sur les banques, les retraites et la dette grecque », 7 décembre 2016 : <http://www.cadtm.org/Quelques-verites-sur-les-banques>

18 Christine Chalier, « La Grèce subit une 'catastrophe sanitaire' », 28 octobre 2016. <https://reporterre.net/La-Grece-subit-une-catastrophe-sanitaire>